



# COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction  
d'un parti ouvrier  
révolutionnaire en  
Martinique et en  
Guadeloupe.  
Pour l'émancipation  
des peuples de  
Martinique et de  
Guadeloupe.  
Pour la reconstruc-  
tion de la IV<sup>ème</sup>  
Internationale.

SAMEDI 28 AVRIL 1984

N° 251

PRIX : ANTILLES 2,50 F  
FRANCE 3,50 F

Editorial

## ATTENTATS EN GUADELOUPE

Les travailleurs, eux, pourront par leurs luttes offrir des perspectives plus justes que les poseurs de bombes.

Une nouvelle fois, une série de bombes ont explosé en Guadeloupe dans la nuit du 25 au 26 avril. Quatorze au total selon les radios officielles. Cette fois, c'est plutôt par leur nombre plus que par leur importance que se distinguent ces actions terroristes.

Elles visent en effet des cibles couvrant à peu près tout le territoire du pays, de St François à Basse-Terre. Les terroristes s'en sont pris à des perceptions (Capesterre et Trois-Rivieres) à des gendarmeries, dont celle de Ste Anne, au club méditerranéenne de Deshaies, à une agence du crédit agricole à Basse-Terre, à la prison de Pointe-à-Pitre où la porte d'entrée a été détruite, et la liste est encore longue dans d'autres communes.

Bien qu'ils ne soient pas revendiqués officiellement, tout le monde les attribue déjà aux indépendantistes qui ont choisi cette forme de lutte depuis plusieurs années.

Dans ce cas, il faudrait donc penser que les nationalistes qui militent dans cette voie persistent dans une forme de lutte rejetée par la grande majorité des travailleurs antillais.

Les derniers, en effet — et cela est assez clair maintenant — passent de la franche réprobation dans le cas des attentats contre les hôtels ou contre les super-marchés, à l'indifférence lorsqu'il s'agit de cibles les touchant moins directement. Mais en aucun cas, ils n'approuvent les attentats.

Pourtant, contrairement à l'argument souvent utilisé par un certain nombre d'indépendantistes impatientes qui pensent que puisque le peuple ne bouge pas il faut bien le réveiller, tous ces derniers temps, ce ne sont pas les luttes ouvrières qui ont fait défaut.

Ceux de la BNP, de Grosse-Montagne, des GMA, de Coca-Cola, de Cabri, de l'Hôpital, de la Banane, les employés des super-marchés, ceux de la Colas, les employés du Crédit Agricole sont entrés en lutte. Les petits camionneurs n'ont pas été de reste.

Toutes ces luttes n'ont pas été menées uniquement pour des augmentations de salaire, mais aussi simplement pour la dignité (et il faut savoir que chez les travailleurs, même des luttes pour des augmentations de salaire sont aussi bien souvent des luttes pour la dignité)... mais dans de nombreux cas comme aux GMA à la Colas, à Coca-Cola, à Grosse-Montagne, au Crédit Agricole, à la BNP, c'est contre l'arrogance, le racisme des patrons blancs que se battent les travailleurs. Ils veulent du respect et ce besoin de respect passe aussi par des revendications qui traduisent la révolte des travailleurs contre les inégalités énormes entre les avantages des blancs, patrons, et ceux des noirs, ouvriers. Et les travailleurs peuvent aussi attirer à eux ceux qui, parmi les poseurs de bombes, jeunes chômeurs, voire travailleurs se battent parce que tout simplement ils en ont

Suite page 2

## ST. DOMINGUE : CONTRE LA CRISE QUI LES AFFAME, LA REVOLTE DES PAUVRES

Depuis lundi 23 avril, les habitants des quartiers pauvres de Santo Domingo, la capitale de la République Dominicaine se heurtent violemment à la police et à l'armée. A l'heure où nous écrivons, on dénombre au moins quarante cinq morts, des dizaines de blessés, et le bilan pourrait bien s'aggraver.

La cause de ces manifestations : la hausse brutale des prix des produits de première nécessité, dont le pain, le lait, le sucre et l'huile. En réponse à ces mesures qui s'en prennent directement à leurs conditions de vie et qui, si elles étaient maintenues, pourraient signifier la famine pour bon nombre d'entre eux, les pauvres de Santo Domingo se sont attaqués à de grands magasins, ainsi qu'à des dépôts de vivres et de médicaments, montrant qu'ils n'entendaient pas se laisser affamer sans rien dire.

Pour seule réponse, le premier ministre, Blanco, a fait intervenir l'armée et la police qui ont massacré des dizaines de personnes. Il

a aussi procédé à plus d'un millier d'arrestations dont celle du secrétaire général du Parti Communiste qui a d'ailleurs été relâché.

Mais cela ne suffit pas à endiguer la colère des manifestants, et le premier ministre, dont le parti est membre de l'internationale socialiste, doit aujourd'hui faire un choix : poursuivre sa politique au détriment de la population pauvre, c'est-à-dire faire assassiner d'autres travailleurs par les forces de répression, ou reculer en annulant les hausses de prix.

Cette situation est exactement la même que celle qui s'est produite il y a quelques mois en Tunisie puis au Maroc, où plusieurs dizaines de travailleurs et de pauvres ont dû payer de leur vie pour obliger le gouvernement de leur pays à annuler les hausses de prix qui auraient condamné à mourir de faim une bonne partie d'entre eux.

Elle a également la même origine que dans ces pays : la crise économique internationale qui, partie des pays industrialisés, a

les conséquences les plus tragiques dans les pays pauvres, dont l'économie dépend entièrement de celle des grands pays impérialistes.

Ces derniers, principalement les Etats-Unis, mais aussi la France (notamment en Afrique) tentent de sortir de cette crise en écrasant encore davantage les pays pauvres, en achetant au prix le plus bas leurs matières premières, et en aggravant leur endettement vis-à-vis d'eux. Les pays pauvres pour tenter de s'en sortir sont obligés de s'endetter, et se trouvent incapables de rembourser les fonds qu'ils ont empruntés. La hausse brutale du dollar, qui est la monnaie dans laquelle ces emprunts ont été effectués, a achevé de dégrader la situation. Les pays pauvres doivent alors s'adresser à des organismes internationaux comme la Banque Mondiale ou le Fonds Monétaire International (FMI). Ces organismes, contrôlés à près de 50 % par les Etats-Unis, ne prêtent qu'à condition de pouvoir

Suite p. 2

## Guadeloupe CONGRES DU P.C.G. : LES DISCUSSIONS EN COURS, MASQUENT-ELLES DE REELLES DIVERGENCES ?



De gauche à droite : Henri Bangou - Hegesippe Ibéné - Serge Pierre-Justin - En bas : Claude Morvan et Ernest Moutoussamy.

La préparation du congrès du Parti communiste Guadeloupéen qui doit se dérouler les 27, 28 et 29 avril semble donner lieu à certains débats au sein de ce parti. Ces débats étaient d'ailleurs prévus par la direction de ce parti, dans le cadre de la discussion du projet de rapport politique présenté par elle.

Ils sont partiellement évoqués dans le rapport fait par le journal communiste l'Étincelle des différentes réunions préparatoires du parti ou bien sous forme de «tribune de discussion».

C'est ainsi que d'après l'Étincelle du 14 avril lors de la conférence de section de la périphérie de Pointe-à-Pitre, «Toutes les interventions ont exprimé en outre le désappointement des militants et à travers eux, des travailleurs guadeloupéens devant la trajectoire résolument coloniale de la politique gouvernementale». Et aussi que «l'attentisme du Parti a été déploré par plusieurs camarades».

Suite page 3

## Martinique MARIMOUTOU ET EMMANUEL QUITTENT LE PCM

Ainsi donc ce qui était prévisible est arrivé : sommés par la direction du Parti Communiste Martiniquais de démissionner de leurs postes de Conseillers Régionaux, Dany Emmanuel et Léandre Marimoutou ont préféré démissionner du PCM.

Ils ont rendu publique leur décision mardi 17 Avril au cours d'une conférence de presse.

Mais ils ne se sont pas contentés de quitter leur parti. Ils ont dénoncé la collusion qui existe au sein du Conseil Régional entre la gauche et la droite. Ils ont signalé aussi que les projets de la gauche sont votés à deux mains par les conseillers régionaux de la droite, preuve selon eux que droite et gauche ensem-

ble soutiennent les mêmes options, et en particulier sont des partisans de la domination française sur la Martinique.

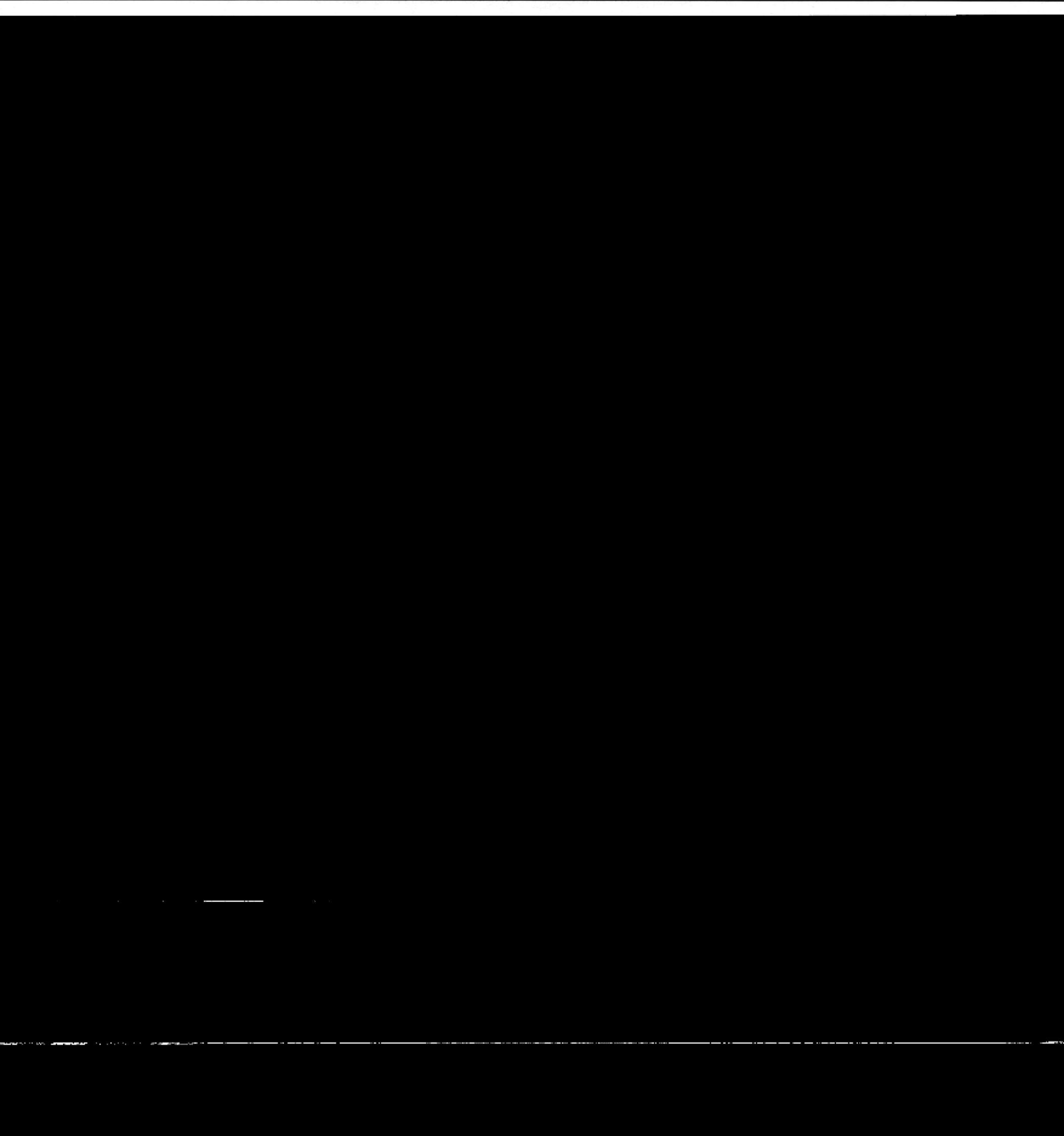
En conclusion de tout cela, Marimoutou et Emmanuel ont appelé à la construction «d'une organisation révolutionnaire patriotique...pour la conquête de l'indépendance nationale, pour le socialisme à la Martinique».

Il faut s'attendre à ce que dans les jours qui viennent ils soient rejoints par d'autres éléments du Parti Communiste Martiniquais. La section de Trinité, par exemple a déclaré soutenir Marimoutou et Emmanuel, mais c'était avant qu'ils démissionnent. Par ailleurs, les deux démissionnaires apparaissent comme les

porte-paroles du courant indépendantiste à l'intérieur du PCM, courant qui avait obtenu environ 40 % des mandats au dernier congrès du PCM.

Les démissionnaires attaquent la gauche sur le problème de la domination française en Martinique. Et sur ce point ils ont raison. Mais leur critique se limite à ce seul aspect. Masque-t-ils toujours le fait que gauche et droite ne sont que les deux variantes de la politique de la bourgeoisie contre les travailleurs? Ne pas critiquer la gauche sur ce point à l'heure même où les travailleurs paissent les pi-

Suite page 4



## Fort-de-France

### Communiqué de la section SMBEF DE LA BNP

Tout comme ceux de la B.N.P de Guadeloupe, la semaine passée, les agents du service informatique de la B.N.P de Martinique ont entamé un mouvement de grève non limité depuis le Mardi 24 avril pour exiger que satisfaction soit donnée à toutes leurs revendications. Ce sont exactement les mêmes que celles mises en avant par les agents informatique de Guadeloupe. Nous avons reçu de la section SMBEF (syndicat martiniquais des banques et des établissements financiers) le communiqué que nous publions ci-dessous :

#### COMMUNIQUE

«Nous vous informons que l'ensemble du personnel affecté au service informatique de la BNP Martinique à l'exception du chef de service a décidé devant le refus de la direction de satisfaire leurs doléances d'observer un mouve-

ment de grève non limité dont nous nous réservons les modalités à partir du 24 avril 1984 9 heures. Nous informons que, vu la détermination du personnel de ce service, ce mouvement de grève se poursuivra jusqu'à satisfaction totale de ses revendications qui portent notamment sur :

1) la prise en considération du service informatique par la direction.  
2) La place réelle du service informatique dans la banque.

3) La revalorisation des classifications salariales et primes des agents de l'informatique  
La section syndicale de la B.N.P du syndicat SMBEF.

Martinique le 24 avril 1984

## Martinique

### METALLURGIE

#### DELATTRE - LEVIVIER : ET NOS SALAIRES ?

A la fin de Mars, c'était les 2,5 % d'augmentation.

Aujourd'hui, c'est au tour des femmes de ménage. Depuis longtemps elles réclamaient d'être payées selon la classification de la Métallurgie. La direction refusait et donnait le SMIC.

Comme le SMIC a augmenté et qu'il se rapproche du salaire de base de la Métallurgie, le patron décide de les payer selon la classifi-

## Martinique

#### SOFECA : UN DIRECTEUR MEPRI-SANT ET ENTETE

Trois des ouvriers de l'entreprise sont actuellement en formation continue. Mais ils ne peuvent toucher leurs salaires, car leur qualification est inconnue.

Aussi, ils sont allés en délégation accompagnés des responsables syndicaux voir le directeur Blancaneaux. Celui-ci n'a rien trouvé à dire sinon qu'il n'était pas à la disposition des ouvriers !

Devant les protestations, Blancaneaux a fini par changer de position et le lende-

## Guadeloupe

### COMMERCE : tract diffusé par le MASU

#### LA LUTTE A PAYE

Pendant deux jours les travailleurs de S.U.M.A., de K. DIS Ville, de K.DIS dépôt, de Gourmet Shop St-François et de Mammoth ont manifesté leur solidarité avec les grévistes de Gourmet-Shop St-Martin.

La direction générale des super-marchés Reynoird qui prétendait ne pas négocier sous la pression, et qui disait placer toute sa confiance dans «son» cadre, a été obligée de reculer.

Sans la détermination des grévistes et la farouche volonté de l'ensemble des employés, à l'heure actuelle De la Vigne serait encore en train de jouer au matamore.

De la Vigne a donc proposé de retirer «son» cadre de Gourmet Shop St-Martin pour une durée de 15 jours.

Mais attention camarades !!! Les travailleurs St-Martinais disent clairement qu'ils reprennent le travail. Pendant quinze jours ils font la démonstration que le super-marché

peut fonctionner sans ce cadre. Mais, ils refusent de voir le bout du nez de ce cadre, le seizième jour...

#### CAR LE COMBAT N'EST PAS TERMINE

La négociation sur le réemploi prioritaire des travailleurs de K. DIS Raizet est en bonne voie, mais nous voulons avoir l'assurance que tous les employés seront réembauchés lors de la réouverture du super-marché.

#### DES PROBLEMES DE SALAIRE SE POSENT

Au cours de la grève, plusieurs caissières ont fait remarquer qu'à la fin de la journée, elles avaient en caisse une somme pouvant représenter 7 à 8 fois leur salaire mensuel. C'est dire le profit colossal réalisé par le patron...

LE M.A.S.U.

### Guadeloupe : à l'approche du congrès du PCG, discussions au sein du parti

SUITE DE LA PAGE 1

Lors de la conférence de section de Sainte-Anne les délégués se sont prononcés, eux, pour le mot d'ordre «indépendance pour le socialisme».

Toujours dans le même numéro du journal, dans une «contribution à la discussion», Dorothee Lynn, membre du Comité Central affirme de son côté : «Toutes les analyses que nous avons faites au cours de ces dernières années ont montré que le parti n'est pas prêt à affronter le combat pour l'indépendance nationale à contenu socialiste».

la suite ; fiasco complet, deux assemblées, toutes deux aux mains de la droite, des promesses et engagements non tenus...» et Lom-bion de conclure en prenant fermement position pour «l'indépendance nationale à contenu socialiste».

Pour l'instant, il est difficile de dire ce que représentent réellement pour l'ensemble des militants du parti les préoccupations pré-

## Martinique :

# Les ouvriers agricoles de Morne l'Etoile dressés contre le patron De Reynal

Depuis le 3 avril, les ouvriers agricoles de l'habitation Morne-l'Etoile sont en grève pour exiger l'annulation du licenciement de six de leurs camarades par le patron béké Noël de Reynal.

En effet sur cette habitation travaillent 42 ouvriers agricoles. Certains d'entre eux sont là depuis plus d'une dizaine d'années.

Le patron a le culot d'attaquer devant la loi et de licencier six travailleurs sous prétexte qu'ils ont «saccagé» cette habitation de bananes.

Qu'en est-il ?

En nettoyant la plantation, les coutelas ont heurté légèrement les pieds de bananes, sans les endommager réellement.

C'est pour cela que De Reynal veut licencier six travailleurs de sa plantation

Dès qu'ils ont appris la nouvelle, l'ensemble des travailleurs de la plantation se sont mis debout. Pour eux, si De Reynal attaquait ces travailleurs parmi lesquels certains sont représentants du personnel, c'est pour mieux les écraser tous dans quelques temps.

Le mercredi 24 avril, des gendarmes sont venus faire des rondes très tôt le matin près de la plantation. Un hélicoptère la survolait même à plusieurs reprises.

Ce matin là, De Reynal voulait faire tra-

vailer des ouvriers d'une autre de ses habitations, l'habitation Saint-James, à la place de ceux de Morne l'Etoile.

Il avait d'ailleurs prévenu les gendarmes de cette décision.

Eh bien ! Alors que les ouvriers licenciés se trouvaient aux premiers rangs des grévistes et étaient présentés comme étant ceux qui empêchaient les autres travailler, un ouvrier agricole sortit du rang et prit la parole devant ses camarades.

Il demanda aux licenciés de se mettre derrière les autres et invita les autres travailleurs à se mettre devant.

Ceux de Saint James venus en tracteurs avançaient.

A ce moment, les femmes présentes aussi dans les rangs des grévistes se mirent aux premiers rangs et avancèrent vers les tracteurs suivies de l'ensemble des grévistes de la plantation Morne l'Etoile.

Alors, les ouvriers de l'habitation Saint James ont compris. Et devant la détermination des grévistes ils reculèrent.

De Reynal n'a pas réussi son sale coup.

La colère des travailleurs de Morne l'Etoile est grande. Leur détermination aussi. Ils l'ont montré le 24 avril, malgré le déploiement de forces d'intimidation.

## FRANCE

# LE PCF : DEUX FERS AU FEU

Les élus communistes à l'assemblée ont finalement voté la confiance au gouvernement. Ainsi Pierre Mauroy le «cocher» de l'attelage majoritaire pourra poursuivre sa politique anti-ouvrière. Car maintenant, la «clarification» a été faite, les communistes restent solidaires du gouvernement.

Il faut préciser que toute une série de faits avaient conduit Pierre Mauroy à engager la confiance de son gouvernement. En effet, par les multiples déclarations du secrétaire général du PCF Georges Marchais, par les articles de journaux dans l'Humanité, le parti communiste français n'a pas hésité à critiquer vigoureusement la politique du gouvernement. De plus Georges Marchais était présent le 13 avril à côté des sidérurgistes lorrains qui manifestaient à Paris leur hostilité au plan de structuration du gouvernement, plan qui prévoit le licenciement de 200.000 sidérurgistes. L'attitude du PCF n'a pas manqué de provoquer certaines irritations au sein de la majorité gouvernementale à tel point que l'ensemble de la presse voyait déjà le début de l'éclatement de l'union de la gauche. Mais cela n'a pas eu lieu et le PCF a préféré faire jouer la solidarité au gouvernement donc soutenir sa politique anti-ouvrière. Et ce faisant le Parti Communiste se porte au même titre que les socialistes garant des intérêts généraux de la bourgeoisie en échange de quelques postes ministériels.

Visiblement le PCF joue un double jeu. Il critique le gouvernement tout en se solidari-

sant avec sa politique. Toute la propagande du PCF consiste en effet à faire croire qu'il n'est pas prêt à cautionner toute la politique du gouvernement alors que dans les faits c'est le contraire.

C'est ainsi que le PC arrive jusqu'à présent à maintenir ses militants dans les rangs même s'il y a isolément des signes d'irritation ici et là.

Il est prêt certes à soutenir les travailleurs de Lorraine en colère, à hausser le ton aussi fort qu'eux, mais il prend bien soin par l'intermédiaire des organisations qu'il contrôle de limiter les luttes à des secteurs bien précis. C'est ainsi que la CGT qui est en fait dirigée en majorité par des militants du PCF se garde bien d'unifier les luttes en cours. Il s'agit de tout faire pour éviter le «tous ensemble», la grève générale d'une part, tout en voulant apparaître comme opposant à la politique du gouvernement et du côté des mécontents d'autre part.

Voilà le rôle assigné par leur direction aux militants «communistes».

Si les travailleurs se décidaient à généraliser leurs luttes de la Lorraine à Fos sur mer, dans tous les secteurs, ils pourraient faire reculer le gouvernement bourgeois de Mitterrand. Mais pour cela ils devraient alors s'opposer à la politique du PCF qui malgré son ton d'opposant au gouvernement trahit en fait leurs véritables intérêts.

## Document

# «NOURRIR DIX MILLIARDS D'HOMMES ?»

de Joseph Klatzman

«Si l'on s'en tient à l'observation des faits, on constate qu'il est apparemment plus facile d'aller chercher des cailloux sur la lune que de donner à manger aux foules affamées de Bombay et de Calcutta. En fait, ce n'est pas la science qui est en cause ici, ou plutôt, ce ne sont pas les sciences de la nature. Il est techniquement beaucoup plus facile de cultiver du riz que de lancer un satellite dans l'espace, ou même de fabriquer un avion supersonique. Les résultats obtenus dans les stations agronomiques du monde entier sont là pour en témoigner. Si le problème de la faim dans le monde n'est pas résolu, c'est parce que les sociétés humaines se sont montrées incapables de rassembler les moyens nécessaires pour mettre en pratique des techniques connues. Les sciences de la société sont en retard sur celles de la nature».

Klatzman présente d'abord la situation telle qu'il la voit : aujourd'hui, 500 millions d'hommes souffrent en permanence de la faim, des milliards d'autres vivent dans un état constant de sous-alimentation et de malnutrition, alors même que des centaines de millions d'autres mettent leur santé en péril par une alimentation excessive.

L'auteur du livre «Nourrir dix milliards d'hommes» (2ème édition remise à jour en juin 1983) est professeur à l'Institut National Agronomique Paris-Grignon. Il nous offre tout d'abord une vaste synthèse des données disponibles sur la situation de l'alimentation dans le monde, de la production agricole actuelle, et des possibilités d'accroissement de la production d'aliments. A ce propos, il remet en question certaines solutions illusoire, comme celle d'une alimentation non-agricole. Bien sûr, de nouvelles découvertes sont à venir. Mais l'agriculture, selon l'auteur, reste le grand fournisseur d'aliments et cela avec des techniques déjà connues.

Klatzman montre que, actuellement, avec le niveau de connaissances déjà acquis, il est possible de donner à manger à tous, et bien. Cela, sans risquer de compromettre l'avenir lointain en accroissant la pollution, par exemple par les engrais, ou en épuisant les ressources naturelles. Oui, cela est possible et même en maintenant des inégalités, comme la possibilité pour certains de manger excessivement.

On peut trouver dans l'ouvrage des réponses à de nombreuses questions sur les possibilités de développement de la production agricole que l'on pourrait multiplier par 5 sans problèmes techniques : faut-il augmenter les surfaces cultivées ? cultures vivrières ou d'exportation ? la mécanisation ? les engrais... Enfin dix milliards d'hommes pourraient manger, et bien. Et même si le globe portait 20 milliards d'hommes, ce qui selon l'auteur est peu probable, ils pourraient encore s'alimenter suffisamment.

Les besoins en alimentation seraient donc largement en dessous des possibilités. Et, pour donner à manger à dix milliards d'hommes, et de façon satisfaisante les investissements seraient bien moindres que ceux consacrés aujourd'hui à la fabrication d'armement.

Et là l'auteur met le doigt sur les causes de la faim de milliards d'hommes dans le monde : «pourquoi ce qui est possible techniquement n'est pas réalisé ?»... «parce que l'on ne veut pas».

L'auteur dénonce les inégalités sociales, frein au développement économique, l'incapacité de la société de marché (société capitaliste) à surmonter la crise économique, le fait que les détenteurs du pouvoir ne voient que leurs profits égoïstes, il lie cela à leur origine : bourgeois des villes, riches propriétaires fonciers. Il dénonce aussi la corruption.

L'auteur n'attend pas de solution d'un quelconque organisme humanitaire indépendant des états mais pose le problème de changements politiques. Pour lui seule une transformation complète des relations entre pays permettra l'indispensable organisation mondiale de la production de nourriture. Et si l'auteur propose des solutions à court terme, telles des collectes, il indique qu'un changement profond qu'il se refuse à appeler révolution, est indispensable pour une solution à long terme. Il apparaît cependant clairement que seule la colère des opprimés, organisés pour la Révolution socialiste, pourra mettre fin au cortège d'abus et de non sens décrits dans ce livre.

Editions PUF

296 pages collection Le géographe

## Fête de Combat Ouvrier : APPEL AUX ARTISTES

Le 30 juin et le 1er juillet, se déroulera la fête de Combat-Ouvrier. D'ores et déjà, nous demandons à tous les artistes intéressés à participer à un tel rassemblement de prendre contact avec nos militants.

Ils peuvent les contacter en particulier sur les points de vente du journal, ou écrire à la boîte postale de Combat-Ouvrier.

B.P. 214  
97110 POINTE-A-PITRE

## Marimoutou et Emmanuel quittent le PCM

Suite de la page 1

res attaques : le chômage, l'inflation, les licenciements en masse sous un gouvernement de gauche, n'est-ce pas continuer à entretenir les illusions des exploités ? A moins que les démissionnaires ne choisissent de militer dans la classe ouvrière et de construire une organisa-

tion qui engage réellement le combat contre l'exploitation par les bourgeois de tous bords.

Dans le cas contraire la nouvelle organisation risque fort de n'être qu'une nouvelle organisation nationaliste dans laquelle les pauvres ne trouveraient pas leur compte.

### BULLETIN D'ABONNEMENT AU JOURNAL COMBAT OUVRIER

Je désire m'abonner au journal COMBAT OUVRIER (1) pour une période de 6 mois :

Guadeloupe 50 F  
Martinique : 50 F  
France : 70 F

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Pour une période de 1 ans :

Guadeloupe : 100 F  
Martinique : 100 F  
France : 140 F

Ci-joint la somme de :

Règlement par chèque adressé à :

Gérard BEAUJOUR  
BP. 214 POINTE-A-PITRE CEDEX

(1) Rayer les mentions inutiles.

### POINTS DE VENTE DU JOURNAL COMBAT OUVRIER DANS LA REGION DE POINTE-A-PITRE.

NOUVELLES GALERIES-ABYMES  
PRISUNIC HIBISCUS . POINTE-A-PITRE.  
PETIT TAMBOUR (rue Nozières)  
POINTE-A-PITRE.  
ARRET DU CAR (Faubourg Frébault)  
LIBRAIRIE CASTRO (rue Vatable)  
POINTE-A-PITRE.  
LIBRAIRIE DU KIOSQUE (Place de la Victoire) POINTE-A-PITRE.  
CHEZ PRIAM (rue Raspail) P-A-P  
LIBRAIRIE VIVIES (rue Général de Gaulle) Raizet ABYMES.

et à Basse-Terre :

LIBRAIRIE PAPETERIE PICHON

47 rue du Champ d'Arbaud

LE BAMBOU 38 rue du docteur Pitat

### COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

COMBAT OUVRIER

Mr DUFEAL

Poste Restante Paris 113

Place de l'Hôtel de Ville

75004 PARIS

IMPRESSION

Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.

Commission paritaire

No 51728